



Expertise comptable & Commissariat aux comptes
Arnaud BERNARD - Marion BOLZE - Adrien MOLEND - Damien VALLEE
www.slgexpertise.fr - accueil@slgexpertise.fr

LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX

LPO

Siège social : Les Fonderies Royales

17305 ROCHEFORT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31/12/2019

Aux membres de l'Assemblée,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LPO relatifs à l'exercice clos le 31/12/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 24 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association LPO à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La valeur nette comptable des créances a fait l'objet d'un examen par votre Association selon les principes comptables décrits dans la note « 3.2.2 Actif circulant / dépréciations » de l'annexe. Nos diligences ont consisté à vérifier l'antériorité des créances inscrites au bilan et leur niveau de dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association LPO à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

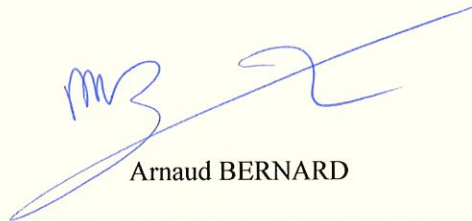
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq-en-Barœul, le 31 août 2020
Le Commissaire aux comptes
SLG EXPERTISE

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized initials 'MB' followed by a flourish, written over a horizontal line.

Arnaud BERNARD



Comptes annuels

Ligue pour Protection des Oiseaux

31/12/2019



Ligue pour Protection des Oiseaux

| Actif | | Exercice au 31/12/2019 | | | Exercice précédent | |
|--|---|---|------------------|-------------------|--------------------|------------------|
| | | Montant brut | Amort. ou Prov. | Montant net | au 31/12/2018 | |
| Actif immobilisé | Immobilisations incorporelles | Frais d'établissement | | | | |
| | | Frais de recherche et développement | | | | |
| | | Concessions, logiciels et droits similaires | 437 638 | 330 858 | 106 780 | 69 053 |
| | | Fonds commercial (1) | | | | |
| | | Autres immobilisations incorporelles | 3 734 062 | 1 443 778 | 2 290 283 | 1 740 676 |
| | Immobilisations corporelles | Immobilisations incorporelles en cours | 244 575 | | 244 575 | 143 661 |
| | | Avances et acomptes | | | | |
| | | TOTAL | 4 416 276 | 1 774 636 | 2 641 639 | 1 953 391 |
| | | Terrains | 3 679 007 | 115 537 | 3 563 469 | 3 568 434 |
| | | Constructions | 2 713 030 | 1 129 011 | 1 584 018 | 1 672 616 |
| Immobilisations financières ⁽²⁾ | Inst. techniques, mat.out.industriels | 1 069 614 | 727 421 | 342 193 | 407 216 | |
| | Autres immobilisations corporelles | 3 820 730 | 2 796 612 | 1 024 117 | 1 165 854 | |
| | Immobilisations grevées de droits | | | | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | 1 508 939 | | 1 508 939 | | |
| | Avances et acomptes | 20 325 | | 20 325 | 13 889 | |
| TOTAL | 12 811 646 | 4 768 583 | 8 043 063 | 6 828 011 | | |
| Immobilisations financières ⁽³⁾ | Participations | 728 | | 728 | 720 | |
| | Créances rattachées à des participations | | | | | |
| | Titres immob. activité de portefeuille | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | | |
| | Prêts | | | | | |
| Immobilisations financières ⁽⁴⁾ | Autres immobilisations financières | 17 292 | | 17 292 | 19 444 | |
| | TOTAL | 18 020 | | 18 020 | 20 165 | |
| | Total I | 17 245 943 | 6 543 219 | 10 702 723 | 8 801 568 | |
| Actif circulant | Stocks et en-cours | Matières premières, approvisionnements | 40 928 | | 40 928 | 40 928 |
| | | En cours de production biens et services | | | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | | Marchandises | 451 773 | 18 425 | 433 348 | 406 357 |
| | TOTAL | 492 701 | 18 425 | 474 276 | 447 285 | |
| | Créances ⁽⁵⁾ | Avances et acomptes versés sur commande | 14 127 | | 14 127 | 38 532 |
| | | Créances usagers et comptes rattachés | 1 004 563 | 47 060 | 957 502 | 1 087 976 |
| | | Autres créances | 4 614 198 | | 4 614 198 | 4 068 950 |
| | TOTAL | 5 618 761 | 47 060 | 5 571 700 | 5 156 927 | |
| | Divers | Autres titres | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | 2 215 157 | | 2 215 157 | 2 911 507 | |
| Instruments de trésorerie | | | | | | |
| Disponibilités | | 1 207 003 | | 1 207 003 | 439 271 | |
| Divers | Charges constatées d'avance (4) | 139 899 | | 139 899 | 105 589 | |
| | Total II | 9 687 650 | 65 485 | 9 622 165 | 9 099 113 | |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices III | | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts IV | | | | | | |
| Ecart de conversion Actif V | | | | | | |
| TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V) | | 26 933 594 | 6 608 705 | 20 324 889 | 17 900 682 | |
| Renvois | (1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut) | | | | | |
| Engagements reçus | Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutairement compétents Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre Autres | | | | 235 844 848 503 | |

Ligue pour Protection des Oiseaux

| Passif (avant répartition) | | Exercice | Exercice précédent |
|--|---|-------------------|--------------------|
| Fonds associatifs | Fonds propres | | |
| | Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. inv. biens renouvelables) | 3 853 408 | 3 843 809 |
| | Ecart de réévaluation | | |
| | Réserves | 3 823 822 | 3 823 822 |
| | Report à nouveau | 554 400 | 1 046 248 |
| | Résultat de l'exercice | 162 980 | -491 847 |
| | Autres fonds associatifs | | |
| | Fonds associatifs avec droit de reprise | | 6 000 |
| | Apports | | |
| | Legs et donations | | |
| Résultats sous contrôle de tiers financeurs | | | |
| Ecart de réévaluation | | | |
| Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme | 2 078 427 | 2 221 376 | |
| Provisions réglementées | | | |
| Droit des propriétaires (commodat) | | | |
| Total I | | 10 473 039 | 10 449 409 |
| Provisions et fonds dédiés | Provisions pour risques | 193 847 | 54 810 |
| | Provisions pour charges | 1 237 232 | 1 167 188 |
| | Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement | 310 299 | 463 711 |
| | Fonds dédiés sur autres ressources (apports, dons, legs et donations) | 558 219 | 281 757 |
| | Total II | 2 299 599 | 1 967 467 |
| Dettes | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 2 861 654 | 588 221 |
| | Emprunts et dettes financières divers (3) | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours (1) | | 8 727 |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 734 001 | 1 648 052 |
| | Dettes fiscales et sociales | 1 844 335 | 1 736 012 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | 504 676 | 1 234 619 |
| | Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 607 581 | 268 171 | |
| Total III | | 7 552 250 | 5 483 805 |
| Écart de conversion passif IV | | | |
| Total du passif (I+II+III+IV) | | 20 324 889 | 17 900 682 |
| Renvois | Dettes sauf (1) à plus d'un an | | |
| | Dettes sauf (1) à moins d'un an | 7 552 250 | 5 475 077 |
| | (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (3) Dont emprunts participatifs | | 253 |
| Engagements donnés | Sur legs acceptés | | |
| | Autres | | |

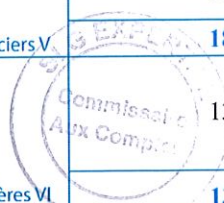


Ligue pour Protection des Oiseaux

Période de l'exercice 01/01/2019 31/12/2019
 Période de l'exercice précédent 01/01/2018 31/12/2018

Voir le rapport

| | | Exercice | Exercice précédent |
|--|---|-------------------|--------------------|
| Produits d'exploitation | Ventes de marchandises | 3 542 054 | 2 925 687 |
| | Production vendue : Biens | 10 269 | |
| | Services liés à des financements réglementaires | | |
| | Autres services | 3 022 820 | 2 768 390 |
| | Montant net du chiffre d'affaires (dont à l'exportation) | 6 575 144 | 5 694 078 |
| | Production stockée | | |
| | Production immobilisée | | |
| | Produits nets partiels sur opérations à long terme | | |
| | Cotisations | 968 148 | 1 043 112 |
| | Dons | | |
| | Legs et donations | | |
| | Subventions d'exploitation | 6 115 352 | 5 609 965 |
| | Produits liés à des financements réglementaires | | |
| Ventes de dons en nature | | | |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges | 370 841 | 227 618 | |
| Autres produits | 5 583 355 | 4 289 052 | |
| | Total des produits d'exploitation I | 19 612 841 | 16 863 827 |
| Charges d'exploitation | Marchandises Achats | 1 987 294 | 1 656 672 |
| | Variation de stocks | -27 971 | -26 151 |
| | Matières premières et autres approvisionnements | 786 387 | 857 756 |
| | Achats | | -1 270 |
| | Variation de stocks | | |
| | Autres achats et charges externes (1) | 4 802 569 | 4 240 520 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | 835 563 | 585 683 |
| | Salaires et traitements | 6 989 570 | 6 437 371 |
| | Charges sociales | 2 468 169 | 2 659 375 |
| | | 1 097 384 | 920 663 |
| | Dotations d'exploitation | 48 166 | 74 614 |
| | • sur immobilisations | | |
| | amortissements provisions | | |
| • sur actif circulant : provisions | 350 662 | 155 629 | |
| • pour risques et charges : provisions | | | |
| Subventions accordées par l'association | 131 839 | 298 457 | |
| Autres charges | | | |
| | Total des charges d'exploitation II | 19 469 635 | 17 859 323 |
| | Résultat d'exploitation (I-II) | 143 206 | -995 496 |
| Opér. commun | Excédents ou déficits transférés III | | |
| | Déficits ou excédents transférés IV | | |
| Produits financiers | Produits financiers de participations | | 23 |
| | Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé | 469 | |
| | Autres intérêts et produits assimilés | 16 | 15 |
| | Reprises sur provisions, transferts de charges | | |
| | Différences positives de change | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 18 448 | 17 193 |
| | Total des produits financiers V | 18 934 | 17 232 |
| Charges financières | Dotations financières aux amortissements et provisions | 22 | 16 |
| | Intérêts et charges assimilés | 13 652 | 17 438 |
| | Différences négatives de change | 60 | 13 |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | Total des charges financières VI | 13 735 | 17 468 |
| | Résultat financier (V-VI) | 5 199 | -236 |
| | Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV+V-VI) | 148 405 | -995 732 |
| Renvois | (1) Y compris redevances de crédit-bail : mobilier immobilier | | |



Ligue pour Protection des Oiseaux

Période de l'exercice 01/01/2019 31/12/2019
 Période de l'exercice précédent 01/01/2018 31/12/2018
 Voir le rapport

| | | Exercice | Exercice précédent |
|--|--|-------------------|--------------------|
| Produits exceptionnels | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital | 225 742 | 234 784 |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| | Total des produits exceptionnels VII | 225 742 | 234 784 |
| Charges exceptionnelles | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 272 | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 8 845 | 28 466 |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| | Total des charges exceptionnelles VIII | 9 118 | 28 466 |
| Résultat exceptionnel (VII-VIII) | | 216 624 | 206 318 |
| Participation des salariés aux résultats | IX | | |
| Impôts sur les sociétés | X | 79 000 | 63 952 |
| Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | XI | 340 884 | 676 734 |
| Engagements à réaliser sur ressources affectées | XII | 463 934 | 315 216 |
| Total des produits (I+III+V+VII+XI) | | 20 198 403 | 17 792 579 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X+XII) | | 20 035 423 | 18 284 427 |
| Excédent ou déficit (XIII-XIV) | | 162 980 | -491 847 |
| Évaluation des contributions volontaires en nature | | | |
| Produits | | 205 502 | 495 158 |
| Bénévolat | | 38 859 | 284 970 |
| Prestations en nature | | 166 642 | 210 187 |
| Dons en nature | | | |
| Charges | | 205 502 | 495 158 |
| Secours en nature | | 38 859 | 284 970 |
| Mise à disposition de biens et services | | 166 642 | 210 187 |
| Personnel bénévole | | | |



Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2019

ASS Ligue pour Protection des
Oiseaux

Ce document contient 22 pages

Table des matières

| | | |
|----------|--|-----------|
| 1 | Faits caractéristiques de l'exercice | 4 |
| 1.1 | Evènements principaux | 4 |
| 1.2 | Evènements post clôture | 4 |
| 2 | Principes et méthodes comptables | 5 |
| 2.1 | Principes de bases | 5 |
| 2.2 | Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels | 5 |
| 2.3 | Méthodes | 5 |
| 3 | Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat | 7 |
| 3.1 | Actif immobilisé | 7 |
| 3.1.1 | Immobilisations incorporelles | 7 |
| 3.1.2 | Immobilisations corporelles | 7 |
| 3.1.3 | État de l'actif immobilisé (brut) | 8 |
| 3.1.4 | Amortissements de l'actif immobilisé | 9 |
| 3.1.5 | Modes d'amortissement | 9 |
| 3.2 | Actif circulant | 10 |
| 3.2.1 | Stocks | 10 |
| 3.2.2 | Actif circulant / dépréciations | 10 |
| 3.2.3 | Précisions sur d'autres créances significatives | 11 |
| 3.2.4 | Charges constatées d'avance | 11 |
| 3.2.5 | Disponibilités | 11 |
| 3.3 | Fonds associatifs | 11 |
| 3.3.1 | Fonds associatifs et réserves | 11 |
| 3.3.2 | Variation des fonds associatifs | 11 |
| 3.4 | Provisions, fonds dédiés, autres passifs | 12 |
| 3.4.1 | Subventions d'investissements sur des biens non renouvelables | 12 |
| 3.4.2 | Provisions | 13 |
| 3.4.3 | Fonds dédiés | 13 |
| 3.4.4 | Précisions sur d'autres dettes | 14 |
| 3.5 | État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice | 14 |
| 3.6 | Compte de résultat | 15 |
| 3.6.1 | Produits | 15 |
| 3.6.2 | Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits | 16 |
| 4 | Autres informations | 17 |
| 4.1 | Associations liées | 17 |
| 4.2 | Fonds de dotation LPO | 17 |
| 4.3 | Engagements reçus | 17 |
| 4.4 | Contributions volontaires | 17 |

| | | |
|----------|--|-----------|
| 4.5 | Effectif | 18 |
| 5 | Compte Emplois des Ressources | 19 |
| 5.1 | Annexe méthodologique du compte emplois ressources LPO 2019 | 19 |
| 5.2 | Emplois (Colonne 1) | 19 |
| 5.2.1 | Les missions sociales | 19 |
| 5.2.2 | Frais de recherche de fonds | 20 |
| 5.3 | Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2019 (colonne 3) | 21 |
| 5.4 | Ressources collectées sur 2019 (colonne 2) | 21 |
| 5.4.1 | Ressources collectées auprès du public | 22 |
| 5.4.2 | Autres fonds privés | 22 |
| 5.4.3 | Subventions et autres concours publics | 22 |
| 5.5 | Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2019 (colonne 4) | 22 |
| 5.5.1 | Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice | 22 |

1 Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Evènements principaux

Les faits caractéristiques de l'exercice ayant une importance significative sur la situation financière, le patrimoine ou le résultat sont :

— Ressources liées aux legs comptabilisés en produits d'exploitation.

Le niveau de legs comptabilisé en 2019 est de 2 358 K€ contre 1 612 K€ en 2018 et 2 213 K€ en 2017.

— Les charges relatives à la collecte de rue (honoraires payés aux prestataires de la collecte) ont été immobilisées (immobilisation incorporelle). Ces charges représentent 1 151 K€ sur l'exercice arrêté au 31/12/2019.

— L'association a investi dans l'acquisition de surface de bureaux et d'entrepôts mitoyens du siège actuel. L'investissement porte sur 1,5 M€. Il est enregistré en immobilisation encours. Il permettra en 2021 une diminution des coûts de location, une facilité d'exploitation pour l'activité de vente à distance et une unicité de bâtiment pour les équipes de Rochefort. Cette acquisition est financée par emprunt.

1.2 Evènements post clôture

Depuis début 2020, une grande partie des pays dans le monde doit faire face à l'épidémie de COVID 19, en particulier depuis début mars 2020 pour l'Europe. Cette épidémie, et notamment les mesures sanitaires qu'elle implique, ont des conséquences sans précédents récents sur l'économie mondiale.

En France, des mesures importantes à destination des entreprises ont été arrêtées par le gouvernement depuis le 16 mars 2020, afin de palier à ces conséquences économiques, ayant notamment pour principale ambition de limiter la chute d'activité liée aux « périodes de confinement » et de maintenir l'activité des entreprises jusqu'à ce que celle-ci retrouve un niveau normal.

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. L'activité n'a que très peu été affecté par le COVID 19 sur les deux premiers trimestres 2020.

L'association, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel. A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2019 de l'entité, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de filiales à poursuivre leur exploitation.



2 Principes et méthodes comptables

2.1 Principes de bases

Les conventions générales comptables ont été appliquées :

- image fidèle (prudence, régularité et sincérité),
- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

2.2 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce, du décret du 29 novembre 1983 et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2016-07, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n°1999-01 du 16 février 1999.

2.3 Méthodes

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques.

Dans les contrats d'études se déroulant sur plusieurs années, il a été retenu la méthode de l'avancement des recettes proportionnelles à l'avancement des dépenses (conventions signées).

Les cotisations des membres sont comptabilisées en produit. L'aide aux délégations L.P.O. est comptabilisée en charge et non en déduction des produits.

Tous les legs et donations passent obligatoirement par différentes phases :

- l'acceptation par les organes statutairement compétents (conseil d'administration ou bureau du conseil d'administration) et/ou l'autorisation par les organismes de tutelle, doit figurer dans les engagements reçus, en pied de bilan ;
- un compte de bilan (compte 475) est utilisé de manière transitoire pour enregistrer la contrepartie d'encaissements et décaissements ;
- à la clôture du legs, le compte 475 est soldé par un compte de produit (libéralités reçues).



De même, la valorisation des contributions volontaires effectuées à titre gratuit n'a pas été traduite en comptabilité. Pour l'application de l'article 41 de la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 (réduction d'impôts pour don aux associations au titre des frais non remboursés), les comptes d'engagements ont été mouvementés.



3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Actif immobilisé

3.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les logiciels informatiques sont comptabilisés et amortis entre 12 et 36 mois.

Les coûts relatifs à la collecte de rue sont comptabilisés et amortis sur 60 mois. Ils sont considérés comme des éléments d'actifs car ils produisent des avantages économiques futurs (ressources de dons) sur une durée supérieure à un an.

3.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Il n'y a pas d'immobilisation en crédit-bail.

Les biens à caractère immobilisable achetés dans le cadre de programmes subventionnés sont comptabilisés en charges.

Dans le cadre des programmes de conservation de la nature, certains terrains peuvent avoir été acquis avec une clause d'inaliénabilité au profit du financeur.

La Station Ornithologique de l'île Grande (22) est construite sur sol d'autrui.



3.1.3 État de l'actif immobilisé (brut)

| Immobilisations | Valeur brut début (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | | Valeur brute fin (D) |
|-------------------------------|---|-------------------|------------------|----------------|----------------------|
| | | | Sorties | Virements | |
| Immobilisations incorporelles | Frais d'établissement Total I | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles Total II | 3 076 796 | 1 394 653 | 55 173 | 4 416 276 |
| Immobilisations corporelles | Terrains | 3 665 144 | 13 864 | | 3 679 008 |
| | Constructions | 2 713 030 | | | 2 713 030 |
| | Install. Tech., mat., outillage | 1 066 086 | 3 529 | | 1 069 416 |
| | Install. générales, ag. Am. divers | 1 682 158 | 14 488 | | 1 696 645 |
| | Matériel de transport | 444 217 | 75 702 | 41 224 | 478 695 |
| | Mat bur., informatique, mobilier | 1 634 633 | 41 057 | 30 300 | 1 645 391 |
| | Immo. Corp. En cours | | 1 508 939 | | 1 508 939 |
| | Avances et acomptes | 13 889 | 20 073 | 13 637 | 20 325 |
| | Total III | 11 219 156 | 1 677 652 | 85 161 | 12 811 647 |
| Immobilisations financières | Participations | 720 | 8 | | 728 |
| | Créances rattachées à des part. | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Prêts et autres immo. financières | 19 445 | 600 | 2 753 | 17 292 |
| | Total IV | 20 165 | 608 | 2 753 | 18 020 |
| | Total général | 14 316 117 | 3 072 913 | 143 087 | 17 245 944 |



3.1.4 Amortissements de l'actif immobilisé

| Immobilisations | Amortissements début (A) | Augmentations (B) | Diminutions (C) | Amortissements fin (D) | |
|------------------------------|---|-------------------|------------------|------------------------|------------------|
| Amortissements incorporelles | Frais d'établissement Total I | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles Total II | | | | |
| | 1 123 404 | 655 992 | 4 760 | 1 774 636 | |
| Amortissements corporelles | Terrains | 96 709 | 18 828 | 115 538 | |
| | Constructions | 1 040 414 | 88 598 | 1 129 011 | |
| | Install. Tech., mat., outillage | 658 869 | 68 552 | 727 421 | |
| | Install. générales, ag. Am. divers | 958 824 | 100 956 | 1 059 780 | |
| | Matériel de transport | 374 645 | 40 158 | 34 650 | 380 153 |
| | Mat bur., informatique, mobilier | 1 261 683 | 124 671 | 29 303 | 1 357 050 |
| | Immo. Grevés de droits | | | | |
| | Total III | 4 391 145 | 441 762 | 63 953 | 4 768 954 |
| | Total général | 5 514 549 | 1 097 755 | 68 713 | 6 543 590 |

3.1.5 Modes d'amortissement

| Types d'immobilisations | Mode | Durée |
|-------------------------|----------|--------|
| Constructions | Linéaire | 60 ans |
| Matériel et outillage | Linéaire | 5 ans |
| Installations générales | Linéaire | 10 ans |
| Matériel de transport | Linéaire | 5 ans |
| Matériel de bureau | Linéaire | 5 ans |
| Mobilier de bureau | Linéaire | 5 ans |
| Matériel éducatif | Linéaire | 4 ans |
| Autres équipements | Linéaire | 4 ans |

3.2 Actif circulant

3.2.1 Stocks

Les stocks de marchandises et approvisionnements sont évalués en fonction du prix moyen unitaire pondéré.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Des provisions ont été constituées si la valeur de réalisation nette est inférieure au coût des produits en stock.

La méthode statistique appliquée au coût d'entrée a conduit à appliquer les taux forfaitaires suivants :

| Dernière date d'entrée en stock | Taux forfaitaire % dépréciation |
|---------------------------------|------------------------------------|
| Inférieure à 2 ans | 0 |
| > 2 ans et < 3 ans | 30 |
| > 3 ans et < 4 ans | 60 |
| > 4 ans | 95 |

3.2.2 Actif circulant / dépréciations

| Rubriques | Situations et mouvements | | | |
|--------------|---|--|---|---|
| | (A) Dépréciations au début de l'exercice | (B) Augmentations : dotations de l'exercice | (C) Diminutions : reprises de l'exercice | (D) Dépréciations à la fin de l'exercice |
| Stocks | 17 445 | 18 425 | 17 445 | 18 425 |
| Usagers | 78 844 | 29 742 | 61 526 | 47 060 |
| Autres | | | | |
| TOTAL | 96 289 | 48 167 | 78 970 | 65 485 |

Les créances douteuses ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation dès qu'il apparaît une perte probable.



3.2.3 Précisions sur d'autres créances significatives

Les autres créances représentent la participation restant à recevoir des financeurs des contrats à long terme (ex Life...). Elles sont évaluées selon la méthode de l'avancement des recettes proportionnelles à l'avancement des dépenses (conventions signées).

3.2.4 Charges constatées d'avance

Elles s'élèvent à 140 K€ contre 103 K€ en N-1 et concernent l'exploitation.

3.2.5 Disponibilités

La valeur d'inventaire retenue est le prix de revient lors de l'entrée en portefeuille. En fin d'exercice, il n'a pas été constaté de plus ou moins-values latentes.

3.3 Fonds associatifs

3.3.1 Fonds associatifs et réserves

Le résultat de l'exercice 2018 (soit – 491 847 €) a été affecté par l'Assemblée Générale en report à nouveau.

L'augmentation des fonds associatifs est liée à l'augmentation du résultat de l'exercice.

3.3.2 Variation des fonds associatifs

| Libellés | N-1 | + | - | N |
|--|-------------------|----------------|----------------|-------------------|
| Fonds associatifs | 937 368 | | | 937 368 |
| Subventions investissement terrains | 2 213 839 | 8 099 | | 2 221 938 |
| Libéralités Legs | 329 988 | | | 329 988 |
| Libéralités Legs Terrains | 362 614 | 1 500 | | 364 114 |
| Réserves diverses | 3 823 822 | | | 3 823 822 |
| Report à nouveau | 1 046 248 | | 491 848 | 554 400 |
| Résultat comptable de l'exercice | -491 848 | 162 980 | - 491 848 | 162 980 |
| Fonds associatifs avec droit de reprise | 6 000 | | 6 000 | |
| Subvention d'investissement amortissable | 2 221 376 | 93 176 | 236 125 | 2 078 427 |
| TOTAL | 10 449 408 | 265 755 | 242 125 | 10 473 039 |

3.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

3.4.1 Subventions d'investissements sur des biens non renouvelables

Elles concernent essentiellement la perception de subventions d'investissement sur des projets : construction de la Station Ornithologique des Sept Iles, réalisation du siège des Fonderies de Rochefort, réhabilitation de la ferme du Grand Mothais et aussi divers autres projets qui sont suivis par années de perception. Les subventions sont amorties conformément au règlement 99-01 du CRC car l'association considère que les biens ne sont pas renouvelables (au sens financier) sur ses deniers propres.

| Libellé | 31/12/2018 | Aug. | Dim. | 31/12/2019 |
|-----------------------------------|-------------------|-----------------|---------------|-------------------|
| SUBVENTION INVESTISSEMENT | | | | |
| 7 Iles | 172 393 | 0 | 0 | 172 393 |
| Fonderies | 1 909 776 | 0 | 0 | 1 909 776 |
| Grand Mothais | 419 070 | 0 | 0 | 419 070 |
| Muséo des 7 Iles | 480 640 | 0 | 0 | 480 640 |
| Divers acquisitions 2010 | 74 108 | 0 | 0 | 74 108 |
| Divers acquisitions 2011 | 149 936 | 0 | 0 | 149 936 |
| Divers acquisition 2012 | 200 532 | 0 | 0 | 200 532 |
| Divers acquisitions 2013 | 14 622 | 0 | 14 622 | 0 |
| Divers acquisitions 2014 | 77 234 | 0 | 0 | 77 234 |
| Divers acquisitions 2017 | 94 295 | 0 | 0 | 94 295 |
| SUBV DOT AMORT RN BAIE AIGUILLON | 43 251 | 4 715 | 0 | 47 966 |
| SUBV DOT AMORT RN MOEZE | 84 350 | 10 070 | 0 | 94 420 |
| SUBV DOT AMORT RN LILEAU | 36 144 | 4 029 | 0 | 40 173 |
| SUBV DOT AMORT RN YVES | 52 210 | 6 042 | 0 | 58 252 |
| SUBV DOT AMORT RN MULLEMBOURG | 21 669 | 2 856 | 0 | 24 525 |
| SUBV DOT AMORT RN SD PAYRE | 22 030 | 2 381 | 0 | 24 411 |
| SUBV DOT AMORT RN BELLE HENRIETTE | 18 544 | 9 183 | 0 | 27 727 |
| SUBV DOT AMORT 7 ILES | 93 520 | 39 280 | 0 | 132 800 |
| Total | 3 964 324 | 78 556 | 14 622 | 4 028 258 |
| SUBVENTION INVEST. AMORTIE | | | | |
| 7 Iles | -109 645 | -4 827 | 0 | -114 472 |
| Fonderies | -782 345 | -85 727 | 0 | -868 072 |
| Grand Mothais | -124 913 | -13 944 | 0 | -138 857 |
| Muséo des 7 Iles | -308 068 | -39 751 | 0 | -347 818 |
| Divers acquisitions 2010 | -67 097 | 0 | 0 | -67 097 |
| Divers acquisitions 2011 | -108 850 | -3 642 | 0 | -112 492 |
| Divers acquisition 2012 | -110 795 | -20 053 | 0 | -130 848 |
| Divers acquisitions 2013 | -14 622 | 14 622 | 0 | 0 |
| Divers acquisitions 2014 | -13 670 | -7 787 | 0 | -21 457 |
| Divers acquisitions 2017 | -18 754 | -9 429 | 0 | -28 184 |
| SUBV DOT AMORT RN BAIE AIGUILLON | -9 132 | -2 079 | 0 | -11 211 |
| SUBV DOT AMORT RN MOEZE | -27 535 | -9 285 | 0 | -36 820 |
| SUBV DOT AMORT RN LILEAU | -13 834 | -4 547 | 0 | -18 381 |
| SUBV DOT AMORT RN YVES | -2 495 | -1 950 | 0 | -4 445 |
| SUBV DOT AMORT RN MULLEMBOURG | -7 202 | -778 | 0 | -7 980 |
| SUBV DOT AMORT RN SD PAYRE | -352 | -872 | 0 | -1 224 |
| SUBV DOT AMORT RN BELLE HENRIETTE | -2 910 | -3 734 | 0 | -6 644 |
| SUBV DOT AMORT 7 ILES | -20 727 | -13 102,08 | 0 | -33 829 |
| Total | -1 742 947 | -206 884 | 0 | -1 949 831 |
| SUBVENTION INVEST. NETTE | | | | |
| 7 Iles | 62 747 | -4 827 | 0 | 57 920 |
| Fonderies | 1 127 430 | -85 727 | 0 | 1 041 704 |
| Grand Mothais | 294 158 | -13 944 | 0 | 280 214 |
| Muséo des 7 Iles | 172 572 | -39 751 | 0 | 132 822 |
| Divers acquisitions 2010 | 7 012 | 0 | 0 | 7 012 |
| Divers acquisitions 2011 | 41 086 | -3 642 | 0 | 37 444 |
| Divers acquisition 2012 | 89 736 | -20 053 | 0 | 69 683 |
| Divers acquisitions 2013 | -14 622 | 14 622 | 14 622 | 0 |
| Divers acquisitions 2014 | 63 564 | -7 787 | 0 | 55 777 |
| Divers acquisitions 2017 | 75 541 | -9 429 | 0 | 66 111 |
| SUBV DOT AMORT RN BAIE AIGUILLON | 34 119 | 2 636 | 0 | 36 755 |
| SUBV DOT AMORT RN MOEZE | 56 815 | 785 | 0 | 57 600 |
| SUBV DOT AMORT RN LILEAU | 22 310 | -518 | 0 | 21 792 |
| SUBV DOT AMORT RN YVES | 49 715 | 4 092 | 0 | 53 807 |
| SUBV DOT AMORT RN MULLEMBOURG | 14 467 | 2 078 | 0 | 16 545 |
| SUBV DOT AMORT RN SD PAYRE | 21 678 | 1 509 | 0 | 23 187 |
| SUBV DOT AMORT RN BELLE HENRIETTE | 15 634 | 5 450 | 0 | 21 083 |
| SUBV DOT AMORT 7 ILES | 72 793 | 26 178 | 0 | 98 971 |
| Total | 2 221 377 | -128 328 | 14 622 | 2 078 427 |



3.4.2 Provisions

3.4.2.1 Provisions pour risques et charges

| Nature des réserves et provisions | Montant début | Augmentations | Diminutions | Montant fin |
|-----------------------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Devises | 16 | 23 | 16 | 23 |
| Risques (1) | 54 794 | 165 428 | 26 396 | 193 826 |
| Retraite (2) | 1 131 114 | 156 311 | 79 116 | 1 208 309 |
| Charges (3) | 36 074 | 28 924 | 36 074 | 28 924 |
| TOTAL | 1 221 998 | 350 686 | 141 602 | 1 431 079 |

(1) Risques projets

(2) Le taux d'actualisation retenu est de 1.2 % avec un taux de charges sociales de 50 %. L'engagement total est de 1 476 390 €. L'écart avec 1 208 309 correspond à un écart actuariel lissé.

(4) Charges sociales

3.4.3 Fonds dédiés

L'article 3 du règlement n°99-01 donne la définition suivante :

«Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ».

| Montants en € | Fonds à dégager au 01/01/2019 A | Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (68g) B | Utilisation au cours de l'exercice (78g) C | Fonds restants à engager au 31/12/2019 D = A + B - C |
|---|---------------------------------------|---|---|---|
| Sur subv. Fonctionnement affectées (194 000) (Conv. Pluri. Annuel. Objectifs) (Autres) | 463 711 | 167 881 | 321 293 | 310 299 |
| Sur générosité du public (dons manuels, 195 000) | 281 757 | 296 054 | 19 592 | 558 219 |
| Sur legs et donations affectés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 745 468 | 463 935 | 340 885 | 868 518 |



3.4.4 Précisions sur d'autres dettes

3.4.4.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance (608 K€) ont été enregistrés en fin d'exercice.

Ils concernent notamment :

- les abonnements aux revues Oiseau Magazine, Ornithos et Rapaces pour 2020 183 K€
- les adhésions pour 2020 342 K€
- autres produits d'exploitation 83 K€

3.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

| ÉTAT DES CRÉANCES | | Montant brut | À 1 an au plus | À plus d'un an |
|---|--|------------------|------------------|----------------|
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | Créances rattachées à des participations | | | |
| | Prêts | | | |
| | Autres | 17 292 | 17 292 | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | Créances Clients et Comptes rattachés | 1 004 562 | 1 004 562 | |
| | Autres | 4 614 198 | 4 614 198 | |
| Charges constatées d'avance | | 139 899 | 139 899 | |
| TOTAL | | 5 775 951 | 5 775 951 | |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | 0 | | |
| Remboursements de prêts obtenus en cours d'exercice | | 0 | | |



| ÉTAT DES DETTES | | Montant brut | A 1 an au plus | A + d'1 an et 5 ans au + | A + de 5 ans |
|--|----------------------------|------------------|------------------|--------------------------|------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| | à plus d'1 an à l'origine | 2 861 654 | 458 577 | 1 316 146 | 1 086 932 |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 1 734 001 | 1 734 001 | | |
| Dettes fiscales et sociales | | 1 844 335 | 1 844 335 | | |
| Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés | | | | | |
| Autres dettes | | 504 676 | 504 676 | | |
| Produits constatés d'avance | | 607 581 | 607 581 | | |
| TOTAL | | 7 552 247 | 5 149 170 | 1 316 146 | 1 086 932 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | 2 520 058 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | 246 625 | | | |



3.6 Compte de résultat

3.6.1 Produits

Les produits sont comptabilisés selon les règles appliquées en matière de sectorisation fiscale et selon leur taux de TVA.

Les produits correspondant à la gestion des contrats à long terme sont comptabilisés en fonction de l'avancement du programme et la contribution des financeurs.

Les reprises sur amortissements et provisions correspondent principalement à :

- l'ajustement des provisions pour les valeurs d'exploitation (stocks, créances) ;
- l'annulation des provisions pour les événements intervenus en 2019.

Les aides de l'Etat et des collectivités publiques (Conseil Régional, Agence de l'Eau, EDF) pour les emplois jeunes sont comptabilisées dans la ligne «subvention à l'emploi» (compte 742) et non pas en diminution des charges de personnel (compte 641).

Pour les legs et donations par acte authentique, le traitement comptable prend en considération le règlement n° 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable qui oblige à séparer les phases d'acceptation et d'autorisation en comptabilité des engagements de celle de la réalisation des legs ou donations qui seule figure en comptabilité générale.

Les legs et donations qui correspondent à des biens durables sont considérés comme des apports au fonds associatif, ne transitant pas par des comptes de produits.

3.6.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

3.6.2.1 Honoraires du Commissaires aux comptes

| | Montant |
|--|---------------|
| — Au titre de la mission de contrôle légal des comptes | 28 436 |
| — Au titre d'autres prestations | |
| Honoraires totaux | 28 436 |

3.6.2.2 Rémunérations des 3 dirigeants bénévoles et cadres les mieux rémunérés (réf. Art. 20 loi sur le volontariat associatif)

La rémunération des trois cadres les mieux rémunérés représentent 247 600 €.



4 Autres informations

4.1 Associations liées

Des opérations ont été effectuées au cours de l'exercice avec des associations liées (Associations locales L.P.O.).

| Nature des versements | 2019 | 2018 |
|---------------------------------|----------------|----------------|
| Intervention sous traitance | 179 947 | 145 250 |
| Projet FIVA | 29 652 | 58 694 |
| Co financement actions | 56 729 | 148 765 |
| Aide au réseau AL | 57 120 | 0 |
| Reversement Quote part Adhésion | 0 | 6 281 |
| TOTAL | 323 448 | 358 990 |

4.2 Fonds de dotation LPO

L'association a perçu du Fonds de Dotation LPO : 20 000 €

4.3 Engagements reçus

Legs à réaliser : 2 354 K€.



4.4 Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature (bénévolat, prestations de services, dons en nature, mise à dispositions...) n'ont fait l'objet d'aucune évaluation dans les états financiers.

L'article 41 de la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 permet, sous certaines conditions, aux bénévoles de bénéficier de la réduction d'impôt pour dons aux associations au titre de leur frais non remboursés. Pour 2019, cela a représenté une somme de 38 860 €.

La LPO bénéficie de prêts de locaux sur certains sites.


4.5 Effectif

| | Cadres et assimilés | Non cadres |
|-----------|---------------------|------------|
| Effectifs | 46 | 158 |



5 Compte Emplois des Ressources

LPO - COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES ANNEE 2019

|  AGIR pour la BIODIVERSITÉ EMPLOIS | Emplois de N = compte de résultat (1) | en % du budget | Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N (3) | RESSOURCES | Ressources collectées sur N = compte de (2) | en % budget | Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N (4) |
|---|---------------------------------------|----------------|--|--|---|-------------|---|
| | | | | | | | |
| | | | | REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DEBUT D'EXERCICE | | | 137 085 |
| 1 - MISSION SOCIALES * | 17 348 934 | 88,6% | | 1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC | | | |
| 1.1 Réalisées en France | 17 270 598 | 88,2% | | 1.1 Dons et legs collectés | 4 541 493 | 22,9% | 4 541 493 |
| - Actions réalisées directement | 17 092 445 | 87,3% | | - Dons manuels non affectés | 1 757 487 | | 1 757 487 |
| Les travaux préalables aux actions de protection de la nature | 5 144 664 | 26,3% | 1 470 888 | - Dons manuels affectés | 426 266 | | 426 266 |
| Protection - gestion - espaces - espèces + outils de communication | 6 040 848 | 30,9% | 928 938 | - Legs et autres libéralités non affectés | 2 357 740 | | 2 357 740 |
| Sensibilisation à l'environnement | 2 987 751 | 15,3% | 998 058 | - Legs et autres libéralités affectés | 0 | | 0 |
| Achats et Fonctionnement Boutique | 2 919 181 | 14,9% | 0 | | | | |
| - Versements à d'autres organismes agissant en France | 178 153 | 0,9% | | 1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public | | | |
| Versement associations locales LPO | 178 153 | 0,9% | | 02 - AUTRES FONDS PRIVÉS | 8 063 773 | 40,6% | |
| Versement fonds de dotation LPO | 0 | 0% | | 2.1 Boutique | 3 105 084 | | |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | 78 336 | 0,1% | 9 411 | 2.2 Cotisations | 968 148 | | |
| - Actions réalisées directement | 21 778 | | | 2.3 Mécénat partenariat | 895 713 | | |
| - Versements à un organisme centre ou d'autres organismes (Birdlife International) | 56 558 | | | 2.4 Expertises (hors clients publics) | 944 922 | | |
| 2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | 911 006 | 4,7% | 791 858 | 2.5 Revenus | 428 635 | | |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public - dons et legs | 791 858 | | | 2.6 Accueil animation | 569 369 | | |
| 2.2 Frais de recherche des autres fonds privés | 119 148 | | 0 | 2.7 Ressources fondations | 264 285 | | |
| 2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics | | | | 2.8 Autres ressources | 887 619 | | |
| 3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 1 311 549 | 6,7% | | 3 - SUBVENTIONS & AUTRES CONCOURS PUBLICS | 7 252 253 | 36,5% | |
| Frais de fonctionnement | 1 311 549 | | | 3.1 Europe | 1 502 976 | | |
| | | | | 3.2 Etat Français | 2 991 659 | | |
| | | | | 3.3 Régions | 644 961 | | |
| | | | | 3.4 Conseils généraux | 593 981 | | |
| | | | | 3.5 Communes | 344 221 | | |
| | | | | 3.6 Agences de l'eau | 272 238 | | |
| | | | | 3.7 Agence Française Biodiversité | 228 334 | | |
| | | | | 3.8 Autres | 673 883 | | |
| | | | | 4 - AUTRES PRODUITS | | | |
| Sous total | | | 4 199 152 | I - TOTAL DES RESSOURCES DEL'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT | 19 857 520 | 100% | |
| I - TOTAL DES EMPLOIS DEL'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DERESULTAT | 19 571 489 | 100% | | II - REPRISES DES PROVISIONS | 0 | | |
| II - DOTATIONS AUX PROVISIONS | | | | III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS | 340 885 | | |
| III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES | 463 934 | | | PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés) | | | -179 360 |
| IV - EXCEDENT DERESSOURCES DEL'EXERCICE | 162 981 | | | V - INSUFFISANCE DERESSOURCES DEL'EXERCICE | 0 | | |
| V - TOTAL GENERAL | 20 198 404 | | | V - TOTAL GENERAL | 20 198 404 | | 4 362 133 |
| V - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public | | | 831 412 | | | | |
| VI - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public | | | -603 041 | | | | |
| VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public | | | 4 427 524 | VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public | | | -4 427 524 |
| | | | | SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON | | | 71 695 |

5.1 Annexe méthodologique du compte emplois ressources LPO 2019

Le compte emplois ressources est complété à partir de la comptabilité analytique de l'association. Il retrace l'ensemble des sommes des comptes annuels de l'année 2019.

Cette annexe méthodologique doit permettre d'explicitier la nature des sommes reprises dans le tableau.

5.2 Emplois (Colonne 1)

5.2.1 Les missions sociales

Elles se scindent entre les actions réalisées en France et en Outre-Mer et les actions réalisées à l'étranger.



5.2.1.1 Réalisations en France

Les principales actions réalisées par la LPO peuvent être ventilées dans quatre grands domaines :

- Les travaux préalables aux actions de protection de la nature : ils comprennent les inventaires faunistiques et floristiques, les plans de restauration d'espèces d'oiseaux parmi les plus menacées de France, les plans de gestion des réserves et espaces naturels préalables à leur gestion effective dont principalement les sites Natura 2000.
- Protection - gestion - espaces - espèces + outils de communication : sont regroupés dans ce domaine les actions effectives de protection des espaces naturels et notamment les réserves naturelles et acquisitions de la LPO ainsi que les actions de conservation des espèces menacées et tous les moyens de communication liés à ces actions à travers trois revues et les plaquettes de sensibilisation.
- Sensibilisation à l'environnement : ce domaine d'activité regroupe l'ensemble des actions de sensibilisation des scolaires et du grand public ainsi que les outils pédagogiques diffusés à partir des centres d'interprétation et des animations sur le terrain.
- Diffusion par correspondance (Boutique) : la LPO a créé un service de diffusion de produits qui concourent à l'objet social de la LPO et contribuent à la protection, découverte de la nature et à la sensibilisation et éducation. De par son objet, cette activité de diffusion n'a pas pour vocation à recevoir des fonds issus de la générosité publique.

5.2.1.2 Reversements à d'autres associations agissant en France

Dans les conventions qui lient les associations locales à la LPO, il est convenu qu'un tiers des cotisations leur est reversé.

5.2.1.3 Réalisations à l'étranger

Elles correspondent d'une part au financement d'actions menées par des organismes de protection de la nature (Bulgarie, Sénégal...) et d'autre part du soutien apporté à Birdlife International (l'alliance mondiale pour la protection des oiseaux dont la LPO est le représentant français).

5.2.2 Frais de recherche de fonds

5.2.2.1 Frais d'appel à la générosité public – dons et legs

Ils correspondent aux coûts engagés pour mettre en place les deux campagnes annuelles de dons (mailing, phoning...). Ils comprennent aussi les coûts d'amortissement des immobilisations incorporelles en lien avec les dons.

5.2.2.2 Frais de recherche des autres fonds privés

Ils correspondent aux coûts engagés par le service en charge du développement des opérations de mécénat et d'expertise.



5.2.2.3 *Frais de fonctionnement*

Cette rubrique correspond aux frais de fonctionnement de l'association qui ne sont pas affectés sur les actions. Elle se compose principalement des frais liés au service membre qui assure tout le relationnel avec les adhérents et les groupes et relais ainsi que les frais de fonctionnement à caractère généraux.

III-Engagements à réaliser sur ressources affectées (voir tableau page 19)

Cette rubrique reprend les dotations aux fonds dédiés (neutralisation des ressources non consommées) tant en matière de subventions que des dons et mécénat.

5.3 Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2019 (colonne 3)

Le principe de gestion retenu par l'association est le suivant : les missions sociales et les frais de fonctionnement doivent être systématiquement équilibrés d'un point de vue financier.

Ces actions ont des financements croisés qui s'imputent sur les dépenses dans l'ordre suivant : subventions fléchées sur actions, dons – mécénat – partenariat fléchées sur actions, ressources générées par les actions et autres fonds privés.

Si l'action a besoin d'un autofinancement complémentaire pour équilibrer son financement, les ressources émanant de la générosité publique sont utilisées et affectées.

La générosité publique permet ainsi de pérenniser l'action et d'en initier de nouvelles selon les priorités de l'association. Ces sommes apparaissent dans la colonne 3.

Concernant les frais d'appel à la générosité du public – dons et legs, ils sont financés à 100 % en prélevant une quote-part des ressources collectées.

V- Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public (voir tableau page 19)

La LPO peut avoir à investir sur des biens pour réaliser ses missions sociales. Cette ligne reprend la part autofinancée sur les investissements.

5.4 Ressources collectées sur 2019 (colonne 2)

Le principe de gestion retenu par l'association est le suivant : les missions sociales et les frais de fonctionnement doivent être systématiquement équilibrés d'un point de vue financier.



5.4.1 Ressources collectées auprès du public

5.4.1.1 Dons et legs collectés

1.1-a Dons manuels non affectés

Ils sont réalisés à 80 % par les membres essentiellement lors des renouvellements annuels de cotisations et abonnements.

1.1-b Dons manuels affectés

Ils proviennent principalement des deux campagnes d'appel à dons programmées annuellement sur des programmes adoptés par le Conseil d'Administration.

1.1-c Legs et autres libéralités non affectés

Les legs reçus par la LPO en 2019, ne stipulent aucune affectation particulière d'utilisation. Ils contribuent à l'autofinancement des missions sociales de la LPO ainsi qu'aux acquisitions immobilières utiles à la protection de la nature.

5.4.2 Autres fonds privés

Ils correspondent à la somme des cotisations, abonnements, vente de produits, animations, expertises, mécénat récoltés par les différents services de la LPO.

5.4.3 Subventions et autres concours publics

Cette rubrique regroupe tous les financements publics contribuant à la réalisation des projets engagés par les services de la LPO. Ils proviennent aussi bien de l'Union Européenne (Life, Interreg, Feder...) que de l'Etat principalement le ministère de l'Ecologie (MEEDDM) sur des missions particulières (gestion des réserves naturelles, plan d'action espèces, enquêtes et inventaires...) et des collectivités territoriales (sur projets).

5.5 Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2019 (colonne 4)

5.5.1 Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice

Lors de la première année de mise en place du comptes emplois et ressources, et par mesure de simplification faute de pouvoir reconstituer l'historique, il a été décidé de reconstituer cet agrégat en analysant les excédents des trois derniers exercices qui sont composés à 100 % des legs non utilisés sur ces trois années auquel a été retranchée la part d'autofinancement des immobilisations acquises en 2008 (Fonderies Royales).

Les fonds non consommés antérieurement viennent abonder les ressources collectées sur l'exercice. La différence entre ces ressources et l'ensemble des emplois de l'exercice permet de déterminer le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice qui sera repris l'exercice suivant comme un complément de ressource.